

**Arrêté temporaire n°23-AT-74
Portant réglementation de la circulation**

PLACE DU 8 MAI 1945 et RUE DU 8 MAI 1945

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

CONSIDÉRANT que des travaux Terrassement, remblaiement, pose de réseau ENEDIS rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 27/02/2023 au 13/03/2023 PLACE DU 8 MAI 1945 et RUE DU 8 MAI 1945

ARRÊTE

Article 1

À compter du 27/02/2023 et jusqu'au 13/03/2023, la circulation des véhicules légers et poids lourds est interdite la journée PLACE DU 8 MAI 1945 et 5 RUE DU 8 MAI 1945. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de police et véhicules de secours.

Il n'y aura pas d'activité sur le chantier le jeudi 2 mars 2023 et le jeudi 9 mars 2023

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, GIAMMATTEO RESEAUX.

Article 3

Le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 22/02/2023
Madame le Maire de Portes -lès-Valence

Geneviève GIRARD



DIFFUSION:

GIAMMATTEO RESEAUX

le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26

le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence

Arrêtés

SDIS

CITEA

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.